

Solidaires



Bureau National

Paris, le 23 octobre 2008

Madame Valérie Pécresse
Ministre de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche
21 rue Descartes
75231 PARIS cedex 05

Madame la Ministre,

Le 17 octobre, vous avez convié les syndicats représentatifs des personnels de l'enseignement supérieur et des personnels des EPST à une réunion "consacrée au plan en faveur des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche pour 2009-2011" ce jeudi 23 octobre.

Entre-temps nous avons pu prendre connaissance du détail des mesures de ce plan dont vous avez donné la primeur à la presse (interview dans le Figaro du 16 octobre, conférence de presse du 20 octobre). Comme en plus vous avez eu l'amabilité de nous faire parvenir le texte de votre conférence de presse du 20 octobre, que nous avons lu avec attention, nous pensons avoir aujourd'hui une idée assez précise du contenu de votre "plan", baptisé à tort selon nous "plan carrières". Suffisamment en tout cas pour pouvoir vous dire aujourd'hui que nous sommes en total désaccord avec la philosophie de ce "plan".

En fait d'amélioration de carrières, il s'agit surtout de mise en concurrence des agents et des laboratoires, de primes aux résultats pour les uns (financées grâce aux suppressions d'emplois et aux ressources propres !) et de perte de pouvoir d'achat pour tous les autres.

Nous refusons le troc "suppressions d'emplois" contre "primes aux plus compétitifs", nous refusons l'individualisation des rémunérations et toute idée d'intéressement des agents sur les ressources propres des équipes.

Créer des disparités dans la rémunération entre les agents - y compris les doctorants - qui travaillent dans des domaines "porteurs" en terme de contrats de partenariat et ceux qui ne peuvent en bénéficier est totalement contradictoire avec la volonté que vous affichiez en juin dernier de traiter toutes les disciplines "avec une égale dignité". Et le principe même d'un intéressement financier des agents aux contrats de partenariat avec le privé ne peut que jeter la suspicion sur la neutralité des travaux conduits par les équipes de recherche qui en bénéficieraient et mettre gravement en cause aux yeux de nos concitoyens l'indépendance de la recherche et de l'expertise publiques.

Supprimer des emplois de titulaires alors que la précarité ne cesse de se développer, à tous les niveaux, est pour les personnels une véritable provocation. Et le fait qu'il s'agirait d'emplois techniques, et même d'emplois de catégorie C, n'atténue en rien la portée de ces mesures. Pour nous le travail de recherche est un travail collectif, qui suppose dans nombre de domaines un

travail important de recueil et de traitement de données, qui nécessite des structures performantes sur le plan administratif et logistique. Le rôle des personnels techniques est aussi important que celui des personnels scientifiques et ne saurait être rempli par des CDD ou externalisé sans graves dommages pour la qualité de la recherche elle-même. A moins que vous considériez que les chercheurs puissent "travailler plus pour gagner plus" et remplacer aisément les personnels techniques absents ? Pour notre part nous ne voulons pas d'une recherche qui ressemblerait de plus en plus à une "armée mexicaine", avec quelques généraux titulaires et des cohortes de CDD.

Comme cela vous avait été indiqué dans la déclaration commune que nous avons co-signée le 18 septembre dernier, nous ne pouvons discuter d'un "plan carrières" sur les bases que vous nous "proposez".

Nous ne participerons donc pas à la réunion que vous organisez ce jour.

Les bases sur lesquelles nous souhaitons que s'ouvrent de véritables négociations sur l'emploi, les statuts et les salaires des personnels sont celles qui figurent dans la lettre-pétition co-signée par nombre d'organisations, syndicales et associative, qui vous a été transmise le 20 octobre dernier. Nous vous la joignons à nouveau pour mémoire.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de nos salutations syndicales.

Pour le Bureau National de
SUD-Recherche-EPST



Patrick GESTIN
Secrétaire National